



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme aux travaux de renforcement de l'étage de pression 105 sur la commune de Montpellier - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'alimentation en Eau Potable des communes de Montpellier, Juvignac et Grabels pour partie est assurée à partir du système de production d'eau potable de Montpellier. La distribution est décomposée en étages de pression : les étages 57, 80, 105 et 157. L'étage 105 dessert le Nord de Montpellier, la commune de Juvignac et, par reprise de pompage, l'étage 157 alimentant le quartier des hauts de Massane et une partie de Grabels.

L'alimentation de cet étage 105 est assurée par deux stations de pompage refoulant l'eau de la station d'eau potable d'Arago vers les réservoirs des Hauts de Massane :

- La station de pompage de Montmaur d'une capacité de 230 l/s ;
- La station de Lodève d'une capacité de 320 l/s.

L'opération du renforcement de l'étage 105 à Montpellier constitue l'une des actions prioritaires du Schéma Directeur d'Eau Potable approuvé par délibération n° 11594 du 23 mai 2013 de Montpellier Agglomération et mis en œuvre par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux consistent en :

- La construction d'une nouvelle station de pompage d'une capacité de 630 l/s à vitesse variable ;
- La pose d'une canalisation depuis la station de pompage projetée en sortie du réservoir sud de Montmaur jusqu'au maillage avec la conduite existante DN500 mm provenant du réservoir la Colombière au niveau du giratoire de l'avenue du Pic Saint Loup / avenue de l'Occitanie / rue des Brusses, soit un linéaire d'environ 1500 m en DN800 mm ;
- La pose d'une canalisation de diamètre 500 mm sur 820 ml jusqu'au maillage avec la conduite existante DN500 mm située rue de la Croix de Lavit.

Ces travaux sont actuellement en cours et le coût de l'opération (études et travaux) s'établit à 11,3 M€ HT.

L'étage 105 sera ainsi dimensionné pour répondre à la demande du jour de pointe de 51 050 m³/j à l'horizon 2040 évaluée sur la base du SCoT pour une population totale de 158 000 habitants sur les étages de pression 105 et 157.

En considérant un taux d'occupation des logements de 1,9 habitants/logements sur le secteur correspondant à la moyenne montpelliéraine, il en résulte un montant forfaitaire de 136 €/nouveau logement, qu'il est proposé d'appliquer à toute nouvelle opération d'urbanisme entrant dans le cadre d'une ZAC ou d'un PUP alimenté par l'étage 105 ou 157. Une participation de niveau si possible équivalent sera également recherchée sur les secteurs à TA majorée.

La participation des opérations d'urbanisme destinées à des activités économiques ou équipements publics sera évaluée en fonction des besoins d'eau potable générés par l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la contribution des ZAC, PUP ou secteurs à TA majorée au financement des travaux de renforcement de l'étage 105 ;
- D'approuver le montant forfaitaire unitaire de 136 €/nouveau logement au bénéfice de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.